

**Conférence de Presse animée par David Brown
Conseiller Spécial des Etats-Unis pour la Centrafrique
Au Centre Culturel Martin Luther King, Ambassade des Etats-Unis
le Jeudi 29 août 2013 à 15h30**

Merci d'avance pour votre présence si nombreuse à cette pointe de presse par téléphone de Washington. En fait, je suis, en quelque sorte, votre confrère étant donné que j'ai commencé ma carrière professionnelle pas au Département d'Etat sinon à la compagnie médiatique CBS News à Miami. Donc, je suis hautement conscient du rôle clé que jouent les médias dans une société civile libre et active. Bravo à vous et à vos collaborateurs!

La mise en œuvre de l'Accord de Libreville par le gouvernement de transition, en collaboration avec la société civile

Le 14 août, les Etats-Unis et les quatorze autres membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies ont entendu un exposé sur la situation en République centrafricaine présenté par le Représentant spécial du Secrétaire General, le général Babacar Gaye.

Ces pays-membres ont été profondément préoccupés par la situation en matière de sécurité en République centrafricaine, qui se caractérise par un effondrement complet de l'ordre public et l'absence de l'état de droit. Ils ont déploré aussi vivement les informations faisant état de violations généralisées des droits de l'homme, en particulier par les éléments de la Séléka, notamment des cas d'arrestation et de détention arbitraires, des actes de violence sexuelle à l'égard des femmes et des enfants, des cas de torture, des viols, des exécutions extrajudiciaires, le recrutement et l'utilisation d'enfants, et des attaques perpétrées contre les civils.

Les Etats-Unis soulignent que c'est aux autorités centrafricaines, y compris le nouveau Président de Transition, qu'il incombe de protéger la population civile. Nous voulons que toutes les parties s'abstiennent de tout acte de violence contre les civils, permettent aux organisations humanitaires d'accéder à la population en toute sécurité dans l'ensemble du pays. Comme a souligné le procureur de la Cour pénale internationale le 7 août 2013, les auteurs en RCA de violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire doivent être tenus responsables aux niveaux national et international.

Nous exhortons toutes les parties à observer les Accords de Libreville du 11 janvier 2013, ainsi que la Déclaration de N'Djamena du 18 avril 2013, qui préconise la mise en œuvre rapide de mesures de transition qui doivent conduire à la tenue d'élections libres, régulières, et transparentes, conformément au calendrier indiqué dans cette Déclaration.

II. La liberté d'expression et la liberté de religion

Mes confrères, je serais franc et direct avec vous. Les exactions récentes des éléments incontrôlés de la Seleka contre la population majoritairement chrétienne sont choquantes et inexcusables. Personne ne peut justifier des meurtres, des kidnappings, des viols, et le pillage. Ces actes ne sont pas dignes d'un bon musulman, et le Coran ne les approuve pas non plus. En même temps, admettons que la communauté musulmane de la RCA a souffert de certaines injustices qui lui ont été infligées par des gouvernements anciens dont le chef de l'état se disait chrétien. Une injustice, pour citer qu'une seule, était l'accès inégal à l'éducation. En fin de compte, les deux communautés principales en RCA – chrétienne et musulmane – doivent aller au delà du cycle vicieux de la haine ou elles se trouvent actuellement. Elles doivent impérativement se réconcilier. Elles doivent pouvoir vivre en paix et en respect mutuel. Elles doivent résister à toute violence, et laisser le pays se stabiliser et développer. Nous, aux Etats-Unis, ont connu nos propres calvaires, surtout nos concitoyens de souche africaine, qui ont souffert de l'esclavage et de la discrimination. Dans son discours iconique « Je fais un rêve » prononcé lors de la Marche sur Washington, le 28 août 1963, autrement dit il y a 50 ans d'hier, le pasteur Martin Luther King a dit les mots suivants :

« Le moment est venu de tirer notre nation des sables mouvants de l'injustice raciale pour la hisser sur le roc solide de la fraternité ; le moment est venu de réaliser la justice pour tous les enfants du Bon Dieu ... Mais il y a une chose que je dois dire à mon peuple Ne cherchons pas à éteindre notre soif de liberté en buvant à la coupe de l'amertume et de la haine. Livrons toujours notre bataille sur les hauts plateaux de la dignité et de la discipline. Il ne faut pas que notre revendication créatrice dégénère en violence physique.

Ces paroles de Martin Luther King, ne sont-elles pas appropriées à la situation actuelle en RCA ? Moi, je crois que la RCA est un pays formidable. Il est doté d'un peuple laborieux et intègre. Je comprends après quelques conversations avec des Centrafricains que votre pays a une tradition de tolérance religieuse et que, dans la plupart des villes et villages, les relations interreligieuses entre les communautés chrétiennes et musulmanes ont été excellentes pendant de nombreuses années. J'ai entendu dire que l'évêque de Bangui et l'Imam-Chef de Bangui se sont réunis pour tenter de réparer les liens qui ont été tendus par les récentes attaques de la Seleka visant la communauté chrétienne. Nous saluons ces efforts visant à favoriser le respect mutuel. En même temps, la solution réside aussi dans des efforts communs de promouvoir le développement économique en RCA, y compris l'élimination de l'ignorance et du fanatisme à travers les possibilités d'éducation égales pour tous les citoyens, y compris ceux du nord.

En bref, cherchons en RCA la réconciliation et le respect mutuel. Ceci est le seul chemin durable qui mène à une future de paix et développement pour votre pays.

III. Tournée en Afrique du President Obama

Avant d'expliquer la visite récente de notre Président en Afrique, j'aimerais d'abord esquisser les grandes lignes de sa politique envers l'Afrique. La Maison Blanche a annoncé, en Juin 2012, une nouvelle stratégie américaine envers l'Afrique subsaharienne qui offre une vision proactive fondée sur le partenariat. La nouvelle stratégie a quatre piliers: 1) renforcer les institutions démocratiques, 2) stimuler la croissance économique, le commerce, et l'investissement ; 3) promouvoir la paix et la sécurité ; et 4) Promouvoir le développement durable.

En ce qui concerne le deuxième point que je viens de citer, le président Obama a lancé un important partenariat commercial entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne le 1^{er} juillet visant à élargir les échanges commerciaux. Le président Obama a déclaré à Dar es Salaam que l'initiative dite « Trade Africa » est conçue pour élargir les liens commerciaux et économiques entre l'Afrique, les États-Unis et les marchés mondiaux. Trade Africa se concentrera dans un premier temps sur les membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) - Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzanie et Ouganda. Les États-Unis envisagent d'élargir l'Initiative commerciale à d'autres communautés économiques et nations africaines, y compris la CEEAC. La visite de M. Obama en Tanzanie était la dernière étape de son voyage dans trois pays africains, qui a inclus des étapes au Sénégal et en Afrique du Sud. Il a également annoncé dans son discours au Cape Town son intention d'accueillir les chefs d'Etat africains à un sommet à Washington pour faire avancer le travail sur ces trois questions.

Les États-Unis allaient fixer des objectifs particuliers pour eux-mêmes et pour l'Afrique de l'Est qui comprendraient des mouvements plus rapides de marchandises entre les ports, tels que Dar es Salaam et Mombasa, et le Burundi et le Rwanda à l'intérieur. Il s'agira aussi de réduire les temps d'attente des camionneurs aux postes frontières, d'augmenter de 40 % les exportations de l'Afrique de l'Est vers les États-Unis dans le cadre de la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (African Growth and Opportunity Act, AGOA), et de doubler les échanges au sein de l'Afrique de l'Est.

Le gouvernement de M. Obama a fixé l'accroissement des échanges entre les États-Unis et le continent africain comme un thème principal du Forum de l'AGOA qui a eu lieu du 9 au 13 août à Addis-Abeba.

Et pour terminer, Je suis prêt à répondre a vos questions. Merci